

Unité interdépartementale Loire/Haute-Loire
2 avenue Grûner
Allée C
42000 ST ETIENNE

ST ETIENNE, le 26/12/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 30/11/2022

Contexte et constats

Publié sur



PREBET ET FILS

14 rue Pierre Copel
42000 ST ETIENNE

Code AIOT : 0006103435

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 30/11/2022 dans l'établissement PREBET ET FILS implanté 14 rue Pierre Copel 42000 ST ETIENNE. L'inspection a été annoncée le 03/11/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite d'inspection s'intègre à l'action nationale thématique relative au contrôle des rejets aqueux organisée par le ministère en charge de l'environnement au cours de l'année 2022.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- PREBET ET FILS
- 14 rue Pierre Copel 42000 ST ETIENNE
- Code AIOT : 0006103435
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

L'établissement PREBET ET FILS effectue une activité de traitement de surface des métaux par immersion, à destination notamment du secteur aéronautique.

Il est soumis à autorisation au titre de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement, et notamment de sa rubrique 3260 relative au traitement de surface de métaux ou de matières plastiques par un procédé électrolytique ou chimique. Il relève également du champ de la directive 2010/75/UE relative aux émissions industrielles (dite « Directive IED »).

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Surveillance des rejets aqueux

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Madame la Préfète; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'Inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
1	Plan des réseaux	Arrêté Préfectoral du 06/12/2018, article 5.2.2	/	Lettre de suite préfectorale	1 mois
4	Autosurveillance	Arrêté Préfectoral du 06/12/2018, article 5.3.6.2.2 + 5.3.9.1	/	Lettre de suite préfectorale	7 jours
5	Autosurveillance	Arrêté Préfectoral du 06/12/2018, article 10.1.1	/	Mise en demeure, respect de prescription	1 mois
6	Autosurveillance	Arrêté Préfectoral du 08/03/2019, article 1	/	Mise en demeure, respect de prescription, Lettre de suite préfectorale	3 mois
8	Autosurveillance	Arrêté Préfectoral du 06/12/2018, article 10.4.2	/	Mise en demeure, respect de prescription	1 mois
10	Recalage	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-III	/	Lettre de suite préfectorale	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
9	Autosurveillance	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-II	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	Conditions de rejet	Arrêté Préfectoral du 06/12/2018, article 5.3.7	/	Sans objet
3	Conditions de rejet	Arrêté Préfectoral du 06/12/2018, article 5.3.6.2.1	/	Sans objet
7	Autosurveillance	Arrêté Préfectoral du 06/12/2018, article 10.4.1	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

De manière générale, l'autosurveillance des rejets aqueux effectuée par l'exploitant est insuffisante, et les dispositions de l'arrêté préfectoral en vigueur, encadrant les activités de l'établissement, apparaissent insuffisamment connues et mises en oeuvre. Certains paramètres dont le suivi est prescrit dans l'arrêté préfectoral en vigueur ne sont pas surveillés, et les résultats de l'autosurveillance effectuée ne sont en outre pas télédéclarés à l'inspection des installations classées.

L'exploitant a cependant mentionné l'existence d'un projet en cours d'étude, visant à supprimer d'ici fin 2023 l'ensemble des rejets aqueux (hors eaux domestiques) issus de son établissement.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Plan des réseaux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/12/2018, article 5.2.2
Thème(s) : Actions nationales 2022, Plan des réseaux
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours. Le plan des réseaux d'alimentation et de collecte fait notamment apparaître [...] les ouvrages d'épuration interne avec leurs points de contrôle et les points de rejet de toute nature (interne ou au réseau).
Constats : Le plan des réseaux présenté par l'exploitant n'est pas conforme à la disposition précitée. En particulier : <ul style="list-style-type: none">- les points de rejet ne sont pas apparents ;- le réseau associé aux eaux industrielles n'y figure pas ;- le plan ne comporte pas de date de dernière mise à jour. Il conviendra donc de transmettre un plan des réseaux conforme sous l'échéance d'un mois.
Observations : Dans le cadre du projet en cours d'étude au sein de l'établissement, visant à un passage en "zéro rejets" (exception faite des eaux domestiques), l'inspection attire l'attention de l'exploitant sur la nécessité le moment venu de remettre en cohérence le plan des réseaux précité.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 1mois

N° 2 : Conditions de rejet

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/12/2018, article 5.3.7
Thème(s) : Actions nationales 2022, Caractéristiques générales de l'ensemble des rejets
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les effluents rejetés doivent être exempts : <ul style="list-style-type: none">- de matières flottantes,- de produits susceptibles de dégager, en égout ou dans le milieu naturel, directement ou indirectement, des gaz ou vapeurs toxiques, inflammables ou odorantes [...].
Constats : L'équipe d'inspection n'a pas constaté la présence de matières flottantes ou de produits odorants au niveau du point de rejet.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Conditions de rejet

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/12/2018, article 5.3.6.2.1
Thème(s) : Actions nationales 2022, Points de prélèvement
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Sur l'ouvrage de rejet d'effluents liquides soumis à autosurveillance, est prévu un point de prélèvement d'échantillons et des points de mesure (débit, température, concentration en polluant, ...). Ce point est aménagé de manière à être aisément accessibles et permettre des interventions en toute sécurité. Toutes les dispositions doivent également être prises pour faciliter l'intervention d'organismes extérieurs à la demande de l'inspection des installations classées. [...]
Constats : Les inspecteurs ont constaté la présence d'un point de prélèvement d'échantillons aisément accessible.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Autosurveillance

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/12/2018, article 5.3.6.2.2 + 5.3.9.1
Thème(s) : Actions nationales 2022, Débit
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : [Le point de prélèvement] est implanté dans une section dont les caractéristiques [...] permettent de réaliser des mesures représentatives de manière à ce que la vitesse n'y soit pas sensiblement ralentie par des seuils ou obstacles situés à l'aval et que l'effluent soit suffisamment homogène. >>>>> Le débit de rejet ne devra pas dépasser 3,5 m3 par jour, l'évacuation des bâchées devant être réalisée sur 3 jours environ.
Constats : Les inspecteurs ont constaté que le rejet d'une bâchée était réalisé sur une seule journée et non sur trois jours ; la valeur limite de débit de rejet journalière n'est en conséquence pas respectée. Il conviendra ainsi d'étaler l'évacuation des bâchées sur 3 jours minimum pour l'ensemble des rejets à venir, afin de respecter la valeur limite de débit de rejet journalière de 3,5 m3 par jour en toute circonstance.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 7jours

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/12/2018, article 10.1.1
Thème(s) : Actions nationales 2022, Fréquence de surveillance
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : Afin de maîtriser les émissions de ses installations et de suivre leurs effets sur l'environnement, l'exploitant définit et met en œuvre un programme de surveillance de ses émissions et de leurs effets, dit programme d'auto-surveillance. L'exploitant adapte et analyse la nature et la fréquence de cette surveillance pour tenir compte des évolutions de ses installations, de leurs performances par rapport aux obligations réglementaires, et de leurs effets sur l'environnement. L'exploitant décrit dans un document tenu à la disposition de l'inspection des installations classées les modalités de mesure et de mise en œuvre de son programme de surveillance, y compris les modalités de transmission à l'inspection des installations classées.</p> <p>[...]</p>
<p>Constats : Au jour de l'inspection, l'exploitant n'a pas été en mesure de fournir le programme d'auto-surveillance précité.</p> <p>Il conviendra donc de le transmettre sous un mois, en veillant à ce que celui comprenne l'ensemble des modalités de mesure et de mise en œuvre du programme de surveillance, y compris les modalités et périodicités de transmission à l'inspection des installations classées via la plate-forme GIDAF.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 1mois

N° 6 : Autosurveillance

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/03/2019, article 1
Thème(s) : Actions nationales 2022, Respect VLE
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les valeurs limites ne dépassent pas les valeurs fixées par l'arrêté cité en objet.
Constats : L'inspection a constaté que plusieurs paramètres ne faisait pas l'objet de l'auto-surveillance requise ; c'est le cas du cuivre, du nickel et du chrome trivalent. Il conviendra de les inclure dans l'auto-surveillance réalisée sous un mois ; ce point fait l'objet d'une mise en demeure. Par ailleurs, si les valeurs limites d'émission (VLE) en concentration des composés suivis apparaissaient très majoritairement respectées, il convient de noter que les émissions de manganèse excèdent légèrement, mais très régulièrement, la VLE fixée à 0,5 mg/l. Il conviendra ainsi de revenir durablement, sous un délai de 3 mois, à des émissions de manganèse respectant les VLE prescrites, en : - justifiant les dépassements constatés ; - ainsi qu'en mettant en œuvre les mesures correctives appropriées.
Observations : Concernant le chrome trivalent, il est admis que sa concentration peut être obtenue par soustraction de la concentration en chrome hexavalent à celle en chrome total ($Cr_{III} = Cr_{total} - Cr_{VI}$) ; il convient également de tenir compte de l'incertitude associée aux deux analyses.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription, Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 3mois

N° 7 : Autosurveillance

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/12/2018, article 10.4.1
Thème(s) : Actions nationales 2022, Dépassements et actions correctives
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant suit les résultats des mesures qu'il réalise, notamment celles de son programme d'auto-surveillance, les analyse et les interprète. Il prend le cas échéant les actions correctives appropriées lorsque des résultats font présager des risques ou inconvénients pour l'environnement ou d'écart par rapport au respect des valeurs réglementaires relatives aux émissions de ses installations ou de leurs effets sur l'environnement.
Constats : L'exploitant a présenté un tableau Excel permettant de suivre quotidiennement et de manière semi-automatisée la conformité de ses rejets. En l'absence d'écart détecté, aucune justification ou mesure corrective n'a été proposée.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 8 : Autosurveillance

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/12/2018, article 10.4.2
Thème(s) : Actions nationales 2022, Transmission GIDAF
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Sauf impossibilité technique, les résultats de l'ensemble des mesures sont transmis par voie électronique sur le site de télédéclaration GIDAF du ministère en charge des installations classées (...) et dès réception du rapport pour les contrôles par organismes. Dès qu'une mesure a minima mensuelle est prescrite, les résultats de l'autosurveillance du mois N sont saisis avant la fin du mois N+1.
Constats : L'inspection a relevé une absence de télédéclaration par l'exploitant des résultats de son autosurveillance sur la plate-forme GIDAF, et ce depuis plusieurs années. Il conviendra de contrôler l'ensemble des télédéclarations soumises depuis le 1er janvier 2012, et d'ajouter le cas échéant chacune des télédéclarations qui s'avèreraient manquantes dans un délai d'un mois, en veillant à y inclure l'ensemble des résultats issus des contrôles de recalage trimestriels.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 1mois

N° 9 : Autosurveillance

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-II
Thème(s) : Actions nationales 2022, Accréditation si AS non réalisée par l'exploitant
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les modalités de mise en œuvre du programme de surveillance ainsi que les prescriptions techniques pour la réalisation des opérations de prélèvement et d'analyse de substances dangereuses dans l'eau doivent permettre de garantir la fiabilité et la traçabilité des résultats de mesure. Les préconisations et les normes énoncées dans le guide relatif à l'échantillonnage et à l'analyse des substances dans les rejets aqueux des ICPE, validé par le ministère en charge de l'environnement, sont réputées satisfaire à cette exigence.
Constats : Il n'a pas été possible de statuer sur ce point lors de l'inspection, en l'absence d'éléments suffisants apportés par l'exploitant. Il conviendra ainsi de justifier, sous 1 mois, que les conditions d'échantillonnage mises en œuvre sont bien représentatives du fonctionnement des installations.
Observations : Le fait que les prescriptions techniques figurant au § 2.1.3.b, pp. 13 et 14 du guide de mise en œuvre relatif aux opérations d'échantillonnage et d'analyse de substances dans les rejets aqueux des ICPE, disponible sur le site aida.ineris.fr , soient bien respectées, permet de répondre à cette demande.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-III
Thème(s) : Actions nationales 2022, Contrôle de recalage
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>S'il existe au moins une mesure annuelle, l'exploitant fait procéder au moins une fois tous les deux ans à un contrôle de recalage de ses émissions dans l'eau pour toutes les mesures effectuées à une fréquence annuelle ou supérieure. Ce contrôle porte sur la réalisation comparative des prélèvements et analyses prévus dans le programme de surveillance selon le même protocole d'échantillonnage, d'une part par l'exploitant, d'autre part par un laboratoire d'analyse externe. Ce laboratoire est agréé pour les prélèvements et l'analyse ou, s'il n'existe pas d'accréditation pour le prélèvement ou pour le paramètre analysé, est accrédité par le Comité français d'accréditation ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la Coordination européenne des organismes d'accréditation.</p> <p>L'accréditation d'un laboratoire pour un paramètre sur une matrice donnée implique que l'échantillon analysé ait été prélevé sous accréditation.</p>
<p>Constats :</p> <p>Les contrôles de recalage réalisés trimestriellement ne permettent pas d'effectuer le suivi de l'ensemble des paramètres requis ; l'inspection a ainsi constaté l'absence de suivi trimestriel du cuivre, du nickel, des nonylphénols et des octylphénols.</p> <p>Il conviendra de vérifier l'adéquation des contrôles de recalage effectués avec les prescriptions figurant dans l'arrêté préfectoral en vigueur de l'établissement, et d'y inclure en particulier les quatre paramètres précités. L'exploitant a indiqué s'y engager de manière réactive.</p> <p>En complément, il conviendra de transmettre l'accréditation du laboratoire retenu pour effectuer les contrôles de recalage précités sous un mois, ainsi que ses annexes techniques permettant de justifier que la portée de cet agrément s'étend à l'ensemble des paramètres à analyser.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 1mois